



Le 23 avril 2013, la loi sur le mariage pour tous était adoptée à l'Assemblée nationale, après des mois de débats particulièrement houleux. Cinq ans après, faisons un bilan : ce qu'avaient prophétisé ses principaux opposants s'est bien réalisé.

On aura rarement vu une organisation manier aussi massivement le mensonge et la mauvaise foi, dont le gonflement fou des chiffres de ses participants n'a été que l'élément le plus criant. On ne va pas détailler à nouveau à quel point la Manif pour tous, confondant à dessein mariage civil et religieux, mélangeant procréation médicalement assistée (PMA) et gestation pour autrui (GPA), faisant croire à un supposé «*droit à l'enfant*», caricaturant à tort et à travers ce qu'elle a appelé la «*théorie*» du genre, se disant «*apolitique*» (sérieusement ?), a pourri le débat public.

Non, cinq ans après, et alors que le mouvement n'est plus que l'ombre de lui-même, prenons les choses autrement et disons-le : globalement, la Manif pour tous avait raison.

Elle avait peur que la société change et finalement oui, la société a changé. Sans être une révolution, la reconnaissance de l'existence légale des couples homosexuels et de leurs familles a opéré a minima un décentrage, une rupture là où la loi n'ouvrait de droits qu'aux seuls hétérosexuels. Et dans le quotidien, le mariage pour tous a aussi donné l'occasion de fêtes où, devant toute leur famille, le tonton se marie avec son copain ou la cousine avec sa copine. En bref, une visibilité supplémentaire et ce qu'il faut bien appeler une normalisation, qui plus est validée par l'institution.

Elle avait peur que le modèle père-mère soit menacé et oui, la loi sur le mariage pour tous a donné légalement une place aux autres modèles de famille. Depuis avril 2013, un couple de lesbiennes, un couple de gays, sont reconnus officiellement comme aussi légitimes qu'un couple composé par un homme et une femme pour élever un enfant. C'est là le grand échec de la Manif pour tous, ce pour quoi au fond elle s'est battue en vain. Faire famille est devenu plus large que leur «*un papa, une maman*». D'ailleurs, le Conseil de Paris [vient de supprimer les termes de «père» et de «mère» des papiers administratifs de la Ville](https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/parent-1-et-parent-2-plutot-que-pere-et-mere-sur-les-actes-d-etat-civil-de-paris_2675038.html)([https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/parent-1-et-parent-2-plutot-que-pere-et-mere-sur-les-actes-d-etat-civil-de-paris\\_2675038.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/mariage/mariage-et-homoparentalite/parent-1-et-parent-2-plutot-que-pere-et-mere-sur-les-actes-d-etat-civil-de-paris_2675038.html)), laissant la porte ouverte à tous les autres schémas. Cette disparition avait été prophétisée par la Manif pour tous.

Elle avait peur que l'ouverture du mariage aux couples du même sexe entraîne la possibilité pour eux d'adopter et oui, c'est aussi exactement ce qui s'est passé. Malgré les nombreuses difficultés encore rencontrées au quotidien par les couples engagés dans cette démarche, la loi autorise depuis cinq ans les gays et les lesbiennes à adopter des enfants.

Elle avait peur que la «loi Taubira», comme elle l'a appelée, entraîne l'autorisation de la PMA pour les lesbiennes et les célibataires et oui, c'est le chemin que prend la France. Incomplète, la loi de 2013 a en effet permis aux lesbiennes d'adopter des enfants mais pas de les faire. Alors beaucoup de couples ont recours à l'insémination artificielle pratiquée en Espagne ou en Belgique, deux pays où la PMA est ouverte à tout le monde. Ces mêmes couples reviennent ensuite en France pour faire suivre les grossesses dans les hôpitaux français, accoucher dans les maternités françaises puis scolariser leurs enfants à l'Education nationale. Bref, la France accueille ces enfants et leur permet devant le droit d'avoir deux mamans (puisque la mère qui n'a pas porté l'enfant peut l'adopter) mais, hypocritement, demande aux lesbiennes d'aller les faire ailleurs. Une absurdité incompréhensible pour beaucoup : [l'opinion publique](http://www.liberation.fr/france/2018/01/03/pma-et-gpa-les-francais-loin-d-etre-bloques_1620122)([http://www.liberation.fr/france/2018/01/03/pma-et-gpa-les-francais-loin-d-etre-bloques\\_1620122](http://www.liberation.fr/france/2018/01/03/pma-et-gpa-les-francais-loin-d-etre-bloques_1620122)) et les responsables politiques sont aujourd'hui au diapason et l'ouverture de la PMA à toutes les femmes est à l'agenda politique des prochains mois.

Elle avait peur que la PMA ouvre la voie à la GPA et oui, quand les femmes pourront concevoir leurs enfants en France, pourquoi les hommes ne le pourraient pas, en recourant à une mère porteuse ? [L'opinion](http://www.liberation.fr/france/2018/03/30/gpa-du-xixe-siecle-a-aujourd-hui-petite-mise-au-point-pour-autrui_1640183) semble là aussi prête à cette évolution([http://www.liberation.fr/france/2018/03/30/gpa-du-xixe-siecle-a-aujourd-hui-petite-mise-au-point-pour-autrui\\_1640183](http://www.liberation.fr/france/2018/03/30/gpa-du-xixe-siecle-a-aujourd-hui-petite-mise-au-point-pour-autrui_1640183)) : selon le résultat étonnant d'un sondage publié en janvier dans *La Croix*, près des deux tiers des personnes interrogées sont désormais favorables à la GPA. Résultat étonnant, car le sujet est toujours brandi comme un tabou absolu par une partie des responsables politiques. Ainsi, lors de la dernière présidentielle, tous les candidats de Macron à Mélenchon promettaient l'ouverture de la PMA aux lesbiennes, aucun ne parlait de GPA.

Ainsi, reconnaissons-le cinq ans après : les craintes profondes de la Manif pour tous étaient fondées. Oui, les participants aux défilés tout en rose et bleu pouvaient être en colère, même si c'était pour de mauvaises raisons : car en 2013 ce n'est pas toute la société qui s'écroulait, juste leur vieille conception du monde. ➡

